

Face à la complexité pour les candidats en lice à la présidentielle de s'entendre autour d'un projet de candidature unique ou de large consensus face à Paul Biya, deux leaders politiques, qui ne sont pas candidats, ont été sollicités en renfort. Il s'agit de Jean Jacques Ekindi, coordonateur du Mouvement progressiste (MP), et Pierre Kwemo, maire de la commune de Bafang, président du club de football, UMS de Loum.

L'annonce de cette sollicitation a été faite le 13 août 2018 à Douala, par Elimbi Lobe, invité à prendre part à une conférence de presse que donnait Jean Jacques Ekindi pour l'occasion. «Nous nous réjouissons que les 8 candidats de l'opposition en aillent dans le sens de la conjugaison de leurs efforts. C'est une bonne chose», déclare Elimbi Lobe, conseiller municipal à la mairie de Douala 3e.

L'ancien militant du Social Democratic Front (SDF), se dit également satisfait que Jean Jacques Ekindi ait décidé de ne pas apporter une confusion de plus dans la flopée de candidatures, qui a pour but de disperser les voix de l'opposition, tout comme Pierre Kwemo.

Légitimité en cause

Elimbi Lobe et quelques acteurs politiques croient dur comme fer qu'avec la réduction du nombre de candidatures par Elecam, qui a rejeté 18 dossiers sur les 27 examinées,

«l’opposition va se réunir». Pour y parvenir, l’ancien camarade de John Fru Ndi estime que Jean Jacques Ekindi et Pierre Kwemo, bien que n’étant pas candidats à cette élection, peuvent rapprocher les représentants de l’opposition encore dans la course. Inutile dès lors selon Elimbi Lobe de questionner la légitimité du chasseur de Lion pour prétendre rassembler l’opposition, mais il faudrait plutôt regarder «la neutralité» du président du MP, qui dit n’avoir pas encore choisi quel candidat soutenir.

Le leader du MP pose un certain nombre de préalables. Pour Jean Jacques Ekindi, «les candidats aux suffrages des Camerounais doivent proposer des solutions intelligibles aux situations» qui se posent dans le pays. Autrement dit, apporter des réponses aux questions suivantes : «quelles solutions préconisent-ils pour résoudre la crise anglophone ; quelles stratégies pour arrêter les incursions des djihadistes ; arrêter les assassinats, protéger les populations, et sanctuariser le territoire ; que proposent-ils pour relancer l’économie dans un monde globalisé et précarisé ; comment envisagentils de lutter efficacement contre la corruption généralisée ; quelle forme de l’Etat préconisent-ils, l’Etat unitaire décentralisé, l’Etat fédéral ou bien une autre forme de l’Etat, comment justifient-ils leur choix ?».

Des préoccupations, qui certainement trouveront des réponses dès l’ouverture officielle de la campagne le 24 septembre prochain.

DETECTIVE N°1055